



Rapport de gestion
3^{ème} trimestre 2018 – 30 Septembre 2018

TABLE DES MATIÈRES

1. FAITS SAILLANTS	2
2. PERSPECTIVES ET STRATÉGIE 2018	3
3. TENDANCES ÉCONOMIQUES CLÉS.....	3
4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS MINIÈRES.....	4
5. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SECTORIEL.....	7
6. AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT	11
7. RÉSULTAT GLOBAL	11
8. FLUX DE TRÉSORERIE	12
9. INSTRUMENTS FINANCIERS.....	14
10. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES.....	14
11. CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES.....	14
12. SITUATION FINANCIÈRE	15
13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	16
14. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES.....	16
15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE.....	16
16. LA MAISON DE COMMERCE : STRATÉGIE DE MISE EN MARCHÉ DE LA VENTE D'OR	17
17. BIENS MINIERS : QUATRE PERMIS D'EXPLORATION	18
18. RISQUES ET INCERTITUDES.....	20
19. CAPITAL-ACTIONS	28
20. CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION (CPCI) ET CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE (CIIF).....	29
21. RÉSULTATS TRIMESTRIELS.....	30
22. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS.....	31
23. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS ET INFORMATION CONTINUE	33
24. ÉNONCÉS PROSPECTIFS	33

RESSOURCES ROBEX INC. (« ROBEX » ou « la Société ») est une société minière canadienne menant des activités d'exploitation et d'exploration au Mali, en Afrique, dont les actions sont négociées au Canada à la Bourse de Croissance TSX (symbole : RBX) et en Allemagne à la Bourse de Francfort (Deutsche Borse AG, symbole : RB4). La Société exploite actuellement la mine de Nampala, au Mali, et est titulaire de quatre permis d'exploration, tous localisés au Mali, en Afrique de l'Ouest. La priorité stratégique de ROBEX consiste à maximiser la valeur pour ses actionnaires par la gestion de ses actifs existants et la recherche d'occasions de croissance stratégique.

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre au lecteur de mieux comprendre les activités de la Société, sa stratégie d'affaires et son rendement, ainsi que la façon dont elle gère le risque et les ressources en capital. Ce rapport de gestion, daté du 28 novembre 2018, se veut un complément et un supplément à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés (les « états financiers ») au 30 septembre 2018. Nos états financiers et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de notre résultat d'exploitation et de notre performance financière.

Nos états financiers ont été préparés selon des conventions comptables conformes aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Toutes les valeurs monétaires figurant dans ce rapport de gestion sont exprimées en dollars canadiens, sauf indication contraire.

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs. Il convient de porter une attention particulière aux facteurs de risque qui sont exposés aux sections « Risques et incertitudes » et « Énoncés prospectifs » du présent document, aux pages 20 à 27 et à la page 33.

Les termes « nous », « notre », « la Société » ou « ROBEX » renvoient à RESSOURCES ROBEX INC. collectivement avec une, plusieurs ou l'ensemble de ses filiales, selon le cas.



1. FAITS SAILLANTS

Les données ci-après sont exprimées en dollars canadiens

SURVOL DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2018

(En comparaison avec la même période de 2017)

- ↑ AUGMENTATION DE LA PRODUCTION D'OR DE 39 %**
 Production d'or de 12 772 onces (397,3 kg) comparativement à 9 163 onces (285 kg) pour la même période de 2017
- ↑ AUGMENTATION DES VENTES (CHIFFRE D'AFFAIRES) DE 34 %**
 Ventes d'or de 19,8 millions \$ comparativement à 14,8 millions \$ pour la même période de 2017
- ↑ AUGMENTATION DU RÉSULTAT NET AJUSTÉ ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES¹ DE 41 %**
 Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires¹ de 4 millions \$ ou 0,007 \$ par action¹ comparativement à 2,8 millions \$ ou 0,005 \$ par action¹ pour la même période de 2017
- ↑ AUGMENTATION DES FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION² DE 36 %**
 Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation² de 7,8 millions \$ ou 0,013 \$ par action¹ comparativement à 5,7 millions \$ ou 0,010 \$ par action¹ pour la même période de 2017
- ↑ AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES DE 2,9 MILLIONS \$**
 Augmentation de la valeur qui revient aux actionnaires (valeur aux livres) d'un montant de 2,9 millions \$ comparativement au 30 juin 2018

¹ Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du rapport de gestion à la page 31.

² Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation excluent les variations des éléments hors trésorerie du fond de roulement.

2. PERSPECTIVES ET STRATÉGIE 2018¹

Perspectives pour 2018

Production d'or (onces)	38 000 à 42 000
Coût comptant total (par once vendue)	600 à 650 \$
Coût de maintien tout inclus (par once vendue)	850 à 900 \$
Exploration sur le permis de Mininko (site de Nampala)	20 000 mètres de forages

3. TENDANCES ÉCONOMIQUES CLÉS

Prix de l'or

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018, le prix de l'or en dollars américains, mesuré selon le cours moyen de l'or fixé à Londres (*London Gold Fixing price*), a fluctué d'un sommet de 1 258 USD à un prix plancher de 1 175 USD l'once (sommet de 1 652 CAD à un prix plancher de 1 524 CAD l'once). Le cours moyen de l'or sur le marché au troisième trimestre de 2018 était de 1 583 CAD l'once, comparativement à 1 602 CAD l'once à la même période en 2017, ce qui représente une diminution de 19 CAD ou -1,2 %.

	2018			2017		
	T3	T2	T1	T3	T2	T1
Cours moyen fixé à Londres USD	1 212	1 323	1 331	1 280	1 259	1 221
Cours moyen fixé à Londres CAD	1 583	1 691	1 683	1 602	1 694	1 615
Prix de vente moyen réalisé CAD	1 557	1 688	1 716	1 608	1 692	1 643

Pressions sur les coûts

Nous sommes, comme l'ensemble du secteur minier, grandement affectés par les pressions sur les coûts d'exploitation. Dans la mesure où nos activités consomment beaucoup d'énergie, la variation des prix du carburant peut avoir une incidence importante sur nos activités et donc sur les résultats financiers correspondants.

Nous achetons notre carburant exclusivement auprès de la société Vivo Energy Mali en francs CFA, soit la devise locale du Mali, à un prix fixé par le directeur de l'Office malien des produits pétroliers (ONAP). Le prix moyen fixé par le directeur de l'ONAP était de 639 FCFA le litre (équivalent à 1,48 CAD), au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018, comparativement à 597 FCFA le litre (équivalent à 1,34 CAD) à la même période en 2017.

Devises

Nos activités d'exploitation et d'exploration minières sont menées en Afrique occidentale, au Mali. Par conséquent, une portion des coûts opérationnels et des dépenses d'investissement est libellée en devises étrangères, principalement en euros. Le FCFA fluctue actuellement en fonction de l'euro à un taux fixe de 655,957 FCFA pour 1 euro.

¹ Cette rubrique contient des énoncés prospectifs. Se reporter à la section « Énoncés prospectifs » à la page 33 du présent rapport pour de plus amples détails sur les énoncés prospectifs.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS MINIÈRES

Faits saillants financiers et opérationnels

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Onces d'or produites	12 772	9 163	36 477	25 898
Onces d'or vendues	12 733	9 197	36 203	25 732
(arrondis au millier de dollars près)				
Produits – Ventes d'or	19 820 000	14 787 000	59 769 000	42 399 000
Charges d'exploitation minière	6 778 000	4 899 000	19 977 000	14 558 000
Redevances minières	682 000	479 000	1 984 000	1 137 000
Charges administratives	3 149 000	2 449 000	9 846 000	6 089 000
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	3 176 000	2 002 000	9 003 000	5 544 000
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	52 000	808 000	52 000	808 000
Résultat opérationnel	5 983 000	4 150 000	18 907 000	14 263 000
Charges financières	1 345 000	1 678 000	4 241 000	5 110 000
Pertes (gains) de change	15 000	(59 000)	(200 000)	(132 000)
Variation de la juste valeur des passifs financiers	(48 000)	1 703 000	(1 778 000)	790 000
Gain sur disposition d'immobilisations corporelles	(617 000)	---	(617 000)	---
Radiation de biens miniers	---	---	---	874 000
Autres produits	(10 000)	(7 000)	(30 000)	(33 000)
Charge d'impôt sur le résultat	173 000	124 000	519 000	301 000
Résultat net	5 125 000	711 000	16 772 000	7 353 000
Attribuables aux actionnaires				
Résultat net	4 598 000	381 000	15 276 000	7 033 000
Résultat de base par action	0,008	0,001	0,026	0,012
Résultat dilué par action	0,008	0,001	0,026	0,012
Montants ajustés				
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires ¹	4 000 000	2 832 000	12 733 000	9 372 000
Par action ¹	0,007	0,005	0,022	0,016
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ²	7 782 000	5 722 000	25 695 000	17 719 000
Par action ¹	0,013	0,010	0,044	0,031

¹ Le résultat net ajusté attribuable aux actionnaires, le résultat ajusté de base par action et les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action sont des mesures financières non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport à la page 31.

² Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS MINIÈRES - (SUITE)

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

- ✘ Au cours du troisième trimestre de 2018, les ventes d'or se sont élevées à 19 820 000 \$ (1^{er} trimestre de 2018 : 20 573 000 \$; 2^{ème} trimestre de 2018 : 19 376 000 \$), comparativement à 14 787 000 \$ pour la même période en 2017. Le nombre de tonnes traitées quotidiennement a atteint une moyenne de 4 700 tonnes au troisième trimestre de 2018, comparativement à 4 400 tonnes par jour pour la même période en 2017. L'écart entre le nombre d'onces d'or vendues et le nombre d'onces d'or produites durant les périodes est attribuable au calendrier des expéditions.
- ✘ Au troisième trimestre de 2018, les charges d'exploitation minière se sont élevées à 6 778 000 \$, soit 34 % du total des ventes (1^{er} trimestre de 2018 : 6 973 000 \$; 34 %; 2^{ème} trimestre de 2018 : 6 226 000 \$; 32 %), alors qu'au troisième trimestre de 2017, elles s'étaient élevées à 4 899 000 \$, soit 33 % des ventes.
- ✘ L'augmentation des redevances minières au troisième trimestre de 2018 par rapport à la même période en 2017 est une conséquence directe de l'augmentation des ventes d'or.
- ✘ Les charges administratives ont augmenté au troisième trimestre de 2018 comparativement à la même période en 2017. À la fin du troisième trimestre de 2017, un directeur général a été embauché à la mine de Nampala afin de soutenir la croissance future des activités de la mine. Dans le but d'améliorer son programme de prévention en santé et sécurité au travail, du personnel a également été ajouté dans ce département. Les frais de vente, étant inclus dans les charges administratives, explique aussi une partie de cette hausse en raison de l'augmentation de la quantité d'or vendue.
- ✘ Durant le troisième trimestre de 2018, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles a été plus élevé que pour la même période en 2017. Cette augmentation s'explique par le fait qu'une partie des immobilisations corporelles est amortie en fonction des onces d'or vendues pour la période concernée. De plus, la Société a continué de faire des investissements en immobilisations à la mine de Nampala après le 30 septembre 2017, ayant pour effet d'augmenter le coût à amortir en 2018.
- ✘ La diminution des charges financières reflète principalement la diminution de la dette à long terme et des marges de crédit de la Société.
- ✘ Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a transféré la propriété de sa centrale à gazoil à son fournisseur pour un montant de 1 351 000 \$, ce qui a engendré un gain sur disposition de 617 000 \$.

4. RÉSULTATS CONSOLIDÉS ET OPÉRATIONS MINIÈRES - (SUITE)

Comparaison de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017

- ✘ Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les ventes d'or se sont élevées à 59 769 000 \$, comparativement à 42 399 000 \$ pour la même période en 2017. Le nombre de tonnes traitées quotidiennement a atteint une moyenne de 4 800 tonnes au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, comparativement à 4 200 tonnes par jour pour la même période en 2017.
- ✘ Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les charges d'exploitation minière se sont élevées à 19 977 000 \$, soit 33 % du total des ventes, alors que pour la même période de 2017, elles s'étaient élevées à 14 558 000 \$, soit 34 % des ventes.
- ✘ L'augmentation des redevances minières est une conséquence directe de l'augmentation des ventes d'or.
- ✘ Les charges administratives ont augmenté au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 comparativement à la même période en 2017, en partie dû au fait que la rémunération des hauts dirigeants de la Société a été revue à la hausse à compter du 1^{er} juin 2017. De plus, à la fin du troisième trimestre de 2017, un directeur général a été embauché à la mine de Nampala afin de soutenir la croissance future des activités de la mine. Dans le but d'améliorer son programme de prévention en santé et sécurité au travail, du personnel a également été ajouté au niveau de ce département. Les frais de vente, étant inclus dans les charges administratives, explique aussi une partie de cette hausse en raison de l'augmentation de la quantité d'or vendue.
- ✘ Durant les neufs premiers mois de 2018, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles a été plus élevé que pour la même période en 2017. Cette augmentation s'explique par le fait qu'une partie des immobilisations corporelles est amortie en fonction des onces d'or vendues pour la période concernée. De plus, la Société a continué de faire des investissements en immobilisations à la mine de Nampala après le 30 septembre 2017, ayant pour effet d'augmenter le coût à amortir en 2018.
- ✘ La diminution des charges financières reflète principalement la diminution de la dette à long terme et des marges de crédit de la Société.

5. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SECTORIEL

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(arrondis au millier près)</i>				
Exploitation (Nampala, Mali)	7 478 000	6 215 000	23 985 000	17 684 000
Explorations (Mali)	(1 000)	(1 000)	(5 000)	(9 000)
Gestion corporative	(1 494 000)	(2 064 000)	(5 073 000)	(3 412 000)
Résultat opérationnel sectoriel	5 983 000	4 150 000	18 907 000	14 263 000

Exploitation minière : Nampala, Mali

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Données d'exploitation				
Minerai extrait (tonnes)	365 759	325 524	1 306 075	972 299
Minerai traité (tonnes)	432 538	404 038	1 313 988	1 145 956
Stérile extrait (tonnes)	474 115	307 107	2 341 676	1 531 361
Ratio de découverte opérationnel	1,3	0,9	1,8	1,6
Teneur traitée (g/t)	0,97	0,80	0,95	0,84
Récupération (%)	87,3%	83,5%	84,5%	85,9%
Onces d'or produites	12 772	9 163	36 477	25 898
Onces d'or vendues	12 733	9 197	36 203	25 732
Données financières				
<i>(arrondis au millier près)</i>				
Produits – Ventes d'or	19 820 000	14 787 000	59 769 000	42 399 000
Charges d'exploitation minière	6 778 000	4 899 000	19 977 000	14 558 000
Redevances minières	682 000	479 000	1 984 000	1 137 000
Charges administratives	1 707 000	1 195 000	4 825 000	3 484 000
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	3 175 000	1 999 000	8 998 000	5 536 000
Résultat opérationnel sectoriel	7 478 000	6 215 000	23 985 000	17 684 000
Statistiques				
<i>(en dollars canadiens)</i>				
Prix de vente moyen réalisé par once	1 557	1 608	1 651	1 648
Coût comptant d'exploitation par tonne traitée ¹	15	13	15	13
Coût comptant total par once vendue ¹	586	585	607	610
Coût de maintien tout inclus par once vendue ¹	827	774	921	858
Charges administratives par once vendue	134	130	133	135
Amortissement des immobilisations par once vendue	249	217	249	215

¹ Le coût comptant d'exploitation, le coût comptant total et le coût de maintien tout inclus sont des mesures financières non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport à la page 31.

5. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SECTORIEL - (SUITE)

Exploitation minière : Nampala, Mali - (suite)

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

- ✘ La quantité de minerai extrait et traité a augmenté de 12 % et 7 % respectivement, comparativement à la même période en 2017.
- ✘ Le nombre d'onces d'or produites et vendues était en hausse de 39 % et 38 % respectivement, comparativement à la même période en 2017.
- ✘ Les charges administratives ont augmenté au troisième trimestre de 2018 comparativement à la même période en 2017. À la fin du troisième trimestre de 2017, un directeur général a été embauché à la mine de Nampala afin de soutenir la croissance future des activités de la mine. Dans le but d'améliorer son programme de prévention en santé et sécurité au travail, du personnel a également été ajouté dans ce département. Les frais de vente, étant inclus dans les charges administratives, explique aussi une partie de cette hausse en raison de l'augmentation de la quantité d'or vendue.
- ✘ L'augmentation de l'amortissement par once vendue reflète en partie les investissements supplémentaires faits à la mine après le troisième trimestre de 2017 tels : la construction de chemins, l'agrandissement du parc à rejet, l'augmentation de la capacité de la centrale électrique et la construction d'un laboratoire sur site. Les frais de découverte de la fosse sont également ajoutés aux investissements et sont amortis par la suite (norme comptable IFRIC 20 s'adressant aux mines à ciel ouvert). L'augmentation des ventes a également un impact sur cet aspect étant donné que certains investissements sont calculés en fonction du pourcentage de ces ventes.

Comparaison de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017.

- ✘ La quantité de minerai extrait et traité a augmenté de 34 % et 15 % respectivement, comparativement à la même période en 2017.
- ✘ Le nombre d'onces d'or produites et vendues était en hausse de 41 %, comparativement à la même période en 2017.
- ✘ Les charges administratives ont augmenté au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 comparativement à la même période en 2017. À la fin du troisième trimestre de 2017, un directeur général a été embauché à la mine de Nampala afin de soutenir la croissance future des activités de la mine. Dans le but d'améliorer son programme de prévention en santé et sécurité au travail, du personnel a également été ajouté dans ce département. Les frais de vente, étant inclus dans les charges administratives, explique aussi une partie de cette hausse en raison de l'augmentation de la quantité d'or vendue.
- ✘ L'augmentation de l'amortissement par once vendue reflète directement les investissements supplémentaires faits à la mine après le troisième trimestre de 2017 tels : la construction de chemins, l'agrandissement du parc à rejet, l'augmentation de la capacité de la centrale électrique et la construction d'un laboratoire sur site. Les frais de découverte de la fosse sont également ajoutés aux investissements et sont amortis par la suite (norme comptable IFRIC 20 s'adressant aux mines à ciel ouvert). L'augmentation des ventes a également un impact sur cet aspect étant donné que certains investissements sont calculés en fonction du pourcentage de ces ventes.

5. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SECTORIEL - (SUITE)

Programmes d'exploration

Campagne d'exploration et de forage 2017-2018

Le 24 septembre 2018, la Société a communiqué l'intégration de tous les résultats du forage 2017-2018 dans un nouvel estimé de ressource minérale (ERM 2018)¹ conforme au Règlement 43-101. Les principaux faits saillants sont :

- ✘ Les ressources minérales indiquées totalisent 242 000 onces d'or (175 000 onces de type saprolite (oxydes), 61 000 onces dans la zone de transition et 6 000 onces de type roches fraîches (sulfures)), ce qui correspond à un total de 10 148 000 tonnes à 0,74 g/t Au ;
- ✘ Le total des ressources minérales présumées se situe à 81 000 onces d'or (61 000 onces de type saprolite (oxydes), 16 000 onces de transition et 4 000 onces de type roches fraîches (sulfures)) correspondant à un total de 3 429 000 tonnes à 0,73 g/t Au ;
- ✘ Impact positif global du forage 2017-2018 sur le projet. Des tests de sensibilité (à paramètres égaux, avec et sans le forage 2017-2018) indiquent une augmentation de 10,8 % en onces d'or (+ 8,7 % en tonnes et + 2,4 % en teneur) ;
- ✘ Les ressources 2018 sont principalement situées dans les niveaux de saprolite (oxydes) et contraintes dans une coquille de fosse Whittle (de niveau ressource) à la teneur minimale de coupure de l'opération actuelle de Nampala ;
- ✘ InnovExplo conclut que l'ERM 2018 permet au projet Nampala d'avancer vers les études d'ingénierie, de planification minière détaillée et d'études économiques requises dans ces opérations.

L'Estimé de Ressource Minérale 2018 comprend 5 principales zones aurifères :

- ✘ Nampala zone Principale : constituée principalement de ressources indiquées, cette zone correspond au secteur de la fosse Nampala actuellement en opération, les résultats démontrent que le système minéralisé aurifère et les ressources sont enracinés dans les roches saines sous les niveaux de saprolite illustrant un potentiel en profondeur ;
- ✘ Nampala zone Sud : cette zone est actuellement caractérisée par du forage limité et des ressources présumées et présente un potentiel de conversion de ressources présumées vers des indiquées ainsi qu'un potentiel d'ajout de nouvelles ressources présumées ;
- ✘ Nampala zones Ouest et Intrusif : les résultats démontrent la présence de minéralisation aurifère et de ressources à l'ouest de la zone Nampala Principale ;
- ✘ Nampala zone Est: cette zone caractérisée par des ressources présumées peut également être considérée comme ouverte avec des forages limités, au-delà des zones minéralisées ;
- ✘ De plus, des anomalies géochimiques et géophysiques indiquent un potentiel d'exploration pour des découvertes aurifères le long des structures NNE-SSO qui s'étendent depuis le permis Nampala sur le permis d'exploration Mininko.

L'ensemble de ces éléments est très encourageant et fait espérer raisonnablement la découverte de nouvelles ressources dans toutes les directions examinées, et a fourni des éléments rationnels pour planifier la nouvelle campagne d'exploration.

¹ L'ERM 2018 de Nampala a été complété par la firme canadienne InnovExplo et sous la supervision et la responsabilité de M. Alain Carrier, géo, M.Sc., (OGQ #281), personne qualifiée et indépendante au sens du Règlement 43-101.

5. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL SECTORIEL - (SUITE)

Programmes d'exploration – (suite)

Campagne d'exploration et de forage 2017-2018 – (suite)

Le résultat de ces travaux apporte également des informations très importantes pour la Société, car il confirme l'excellente orientation du potentiel aurifère avec la géométrie des permis d'exploration sur la zone qui, rappelons-le, couvrent une surface totale de 160 km², correspondant aux propriétés de MININKO (mine de Nampala) et de KAMASSO, adjacente au sud, dont ROBEX est le bénéficiaire. Se référer à la section « Biens minier : quatre permis d'exploration » à la page 18 du présent rapport pour de plus amples informations sur nos permis d'exploration.

Nouvelle campagne d'exploration et de forage

Pour donner suite aux résultats positifs du forage 2017-2018, de l'ERM 2018 et des recommandations d'InnovExplo, un programme de forage a commencé à la fin du troisième trimestre de 2018 sur les zones aurifères de Nampala (Principale, Intrusif, Ouest, Est et Sud) avec pour principaux objectifs la conversion de ressources présumées en indiquées ainsi que l'ajout potentiel de nouvelles ressources. La nouvelle campagne prévoit un effort d'environ 20 000 mètres de forage comparativement aux 16 896 mètres de la campagne qui vient de s'achever. Cette campagne, qui va plus que doubler les travaux réalisés depuis un an, va se dérouler sur les mois à venir avec comme objectif de terminer les travaux de terrain avant la fin de l'année 2018, et d'obtenir des résultats définitifs de ressources complémentaires au 1^{er} trimestre 2019. La Société communiquera régulièrement les résultats obtenus.

À l'échelle de la totalité de la propriété (permis d'exploitation de Nampala et permis d'exploration de Mininko), la Société entreprend des travaux d'exploration régionaux tout au long des structures potentielles d'orientation NNE-SSO. Les travaux d'exploration seront principalement axés sur le suivi d'anomalies géochimiques et géophysiques et sur les intersections minéralisées aurifères précédemment identifiées provenant des résultats de travaux et de forages antérieurs.

Gestion corporative

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
<i>(arrondis au millier près)</i>				
Charges administratives	1 441 000	1 253 000	5 017 000	2 596 000
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	1 000	3 000	4 000	8 000
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	52 000	808 000	52 000	808 000
Résultat opérationnel sectoriel	(1 494 000)	(2 064 000)	(5 073 000)	(3 412 000)

6. AUTRES ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT DU RÉSULTAT

Perte (gains) de change

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, nous avons enregistré une perte de change de 15 000 \$ suite à la réévaluation de nos actifs et nos passifs monétaires, ainsi que nos instruments financiers libellés en devises autres que la monnaie fonctionnelle de la Société, l'euro (gain de change de 59 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017).

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, nous avons enregistré un gain de change de 200 000 \$ pour la même raison (gain de change de 132 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017).

Variation de la juste valeur des passifs financiers

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, la juste valeur des passifs financiers a diminué de 48 000 \$, ce qui a engendré un gain comptable du même montant (augmentation de la juste valeur de 1 703 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017).

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, la juste valeur des passifs financiers a diminué de 1 778 000 \$, ce qui a engendré un gain comptable du même montant (augmentation de la juste valeur de 790 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017).

Note : La variation de la juste valeur de ces passifs financiers est fonction de certaines variables telles que la durée de vie restante, le taux d'intérêt sans risque à la date d'évaluation, le rendement passé et le prix de marché du titre de la Société, et est inscrite dans l'état consolidé intermédiaire du résultat. Se référer à la note 21 de nos états financiers pour de plus amples détails sur ces instruments financiers.

Résultat attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, le résultat attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle (participation de 10 % dans Nampala S.A. détenue par le gouvernement du Mali) s'établissait à 527 000 \$ comparativement à un résultat net de 330 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017.

Pour la période de neuf mois terminée 30 septembre 2018, le résultat attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle (participation de 10 % dans Nampala S.A. détenue par le gouvernement du Mali) s'établissait à 1 496 000 \$ comparativement à un résultat net de 321 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017.

7. RÉSULTAT GLOBAL

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, les autres éléments du résultat global se sont élevés à -1 731 000 \$, reflétant l'impact de la variation du taux change entre l'euro (notre monnaie fonctionnelle) et le dollar canadien (notre monnaie de présentation des états financiers) sur nos actifs et nos passifs non monétaires (-349 000 \$ pour le trimestre terminé le 30 septembre 2017).

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les autres éléments du résultat global se sont élevés à -818 000 \$ (1 841 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017).

8. FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant résume les mouvements des flux de trésorerie :

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(arrondis au millier près)				
Activités d'exploitation				
Exploitation	7 782 000	5 722 000	25 695 000	17 719 000
Éléments du fonds de roulement	(2 609 000)	(3 833 000)	(2 333 000)	(3 081 000)
	5 173 000	1 889 000	23 362 000	14 638 000
Activités d'investissement	(2 245 000)	(1 959 000)	(12 903 000)	(9 562 000)
Activités de financement	9 384 000	(3 341 000)	4 334 000	(6 333 000)
Variation de la trésorerie au cours de la période	12 312 000	(3 411 000)	14 793 000	(1 257 000)
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie	95 000	(38 000)	(130 000)	(211 000)
Trésorerie au début de la période	4 394 000	4 328 000	2 138 000	2 347 000
Trésorerie à la fin de la période	16 801 000	879 000	16 801 000	879 000

Activités d'exploitation

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Exploitation

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, les activités d'exploitation, avant les éléments du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie positifs de 7 782 000 \$ comparativement à 5 722 000 \$ pour la même période en 2017, l'écart étant principalement attribuable à l'augmentation des ventes.

Éléments du fonds de roulement

Les éléments du fonds de roulement ont nécessité des liquidités de 2 609 000 \$ au troisième trimestre de 2018, principalement en raison d'une diminution des crédateurs. Au troisième trimestre de 2017, les éléments du fonds de roulement avaient nécessité des liquidités de 3 833 000 \$. Des informations supplémentaires sur la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont fournies à la note 18 des états financiers.

Comparaison de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017

Exploitation

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les activités d'exploitation, avant les éléments du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie positifs de 25 695 000 \$ comparativement à 17 719 000 \$ pour la même période en 2017, l'écart étant principalement attribuable à l'augmentation des ventes.

Éléments du fonds de roulement

Les éléments du fonds de roulement ont nécessité des liquidités de 2 333 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, principalement en raison d'une diminution des crédateurs. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017, les éléments du fonds de roulement avaient nécessité des liquidités de 3 081 000 \$. Des informations supplémentaires sur la variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont fournies à la note 18 des états financiers.

8. FLUX DE TRÉSORERIE - (SUITE)

Activités d'investissement

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie requis dans le cadre des activités d'investissement se sont établis à 2 245 000 \$ comparativement à 1 959 000 \$ pour la même période en 2017 (voir tableau ci-après pour explications).

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie requis dans le cadre des activités d'investissement se sont établis à 12 903 000 \$ comparativement à 9 562 000 \$ pour la même période en 2017 (voir tableau ci-après pour explications).

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(arrondis au millier près)	\$	\$	\$	\$
Dépenses en immobilisations				
Maintien et développement*	(1 344 000)	(961 000)	(3 925 000)	(3 345 000)
Frais de découverte	(1 432 000)	(827 000)	(5 467 000)	(3 325 000)
	(2 776 000)	(1 788 000)	(9 392 000)	(6 670 000)
Dépenses d'exploration				
Mine de Nampala	(293 000)	(25 000)	(1 841 000)	(90 000)
Autres permis	(97 000)	(94 000)	(357 000)	(294 000)
	(390 000)	(119 000)	(2 198 000)	(384 000)
Autres variations				
Disposition d'immobilisations corporelles	1 351 000	---	1 351 000	---
Diminution (augmentation) des dépôts versés	61 000	(278 000)	43 000	1 039 000
Diminution (augmentation) des acquisitions d'immobilisations corporelles dans les créditeurs	(491 000)	226 000	(2 707 000)	(3 547 000)
	921 000	(52 000)	(1 313 000)	(2 508 000)
Total	(2 245 000)	(1 959 000)	(12 903 000)	(9 562 000)

* Se référer à la page 8 du présent rapport pour connaître le détail des principaux montants investis.

Activités de financement

Comparaison du troisième trimestre de 2018 et du troisième trimestre de 2017

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie générés dans le cadre des activités de financement se sont élevés à 9 384 000 \$ (flux de trésorerie requis de 3 341 000 \$ pour la même période en 2017). Au cours du troisième trimestre de 2018, la Société a obtenu un financement bancaire d'un montant de 11 550 000 \$ et remboursé un montant de 1 764 000 \$ sur sa dette à long terme, conformément aux calendriers de remboursements prévus.

8. FLUX DE TRÉSORERIE - (SUITE)

Activités de financement - (suite)

Comparaison de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018 et de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2017

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, les flux de trésorerie générés dans le cadre des activités de financement se sont élevés à 4 334 000 \$ (flux de trésorerie requis de 6 333 000 \$ pour la même période en 2017). Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2018, la Société a obtenu un financement bancaire d'un montant de 11 550 000 \$, remboursé en totalité sa dette envers un actionnaire principal d'un montant de 1 562 000\$, en plus d'avoir remboursé un montant de 4 988 000 \$ sur sa dette à long terme, conformément aux calendriers de remboursements prévus.

9. INSTRUMENTS FINANCIERS

La nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers sont décrites à la note 21 de nos états financiers.

10. ESTIMATIONS ET JUGEMENTS COMPTABLES CRITIQUES

La préparation de nos états financiers impose à la direction de poser des jugements et de faire des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés à titre d'actif et de passif, sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés à titre de revenus et de charges au cours de la période de présentation de l'information. Les estimations et les hypothèses sont continuellement évaluées et sont fondées sur l'expérience historique ainsi que d'autres facteurs, y compris des attentes à propos d'événements futurs, qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. Les estimations et les hypothèses comptables susceptibles d'entraîner des ajustements importants dans nos états financiers sont décrites à la note 6 de nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 décembre 2017.

11. CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a adopté certaines normes de façon rétrospective. Se reporter à la note 4 de nos états financiers pour de plus amples détails.

12. SITUATION FINANCIÈRE

Au 30 septembre 2018, nous détenons 16 800 000 \$ en trésorerie (4 393 000 \$ au 30 juin 2018; 2 624 000 \$ au 31 mars 2018; 2 137 000 \$ au 31 décembre 2017). Grâce à notre solde de trésorerie actuel et aux flux de trésorerie que nous prévoyons tirer de l'exploitation de la mine de Nampala, nous sommes en bonne position pour soutenir nos besoins de trésorerie prévus pour l'exercice 2018 ainsi que les exercices subséquents. À court terme, nous avons prévu investir dans un nouveau programme d'exploration dans le but d'augmenter les ressources sur le permis d'exploitation de Nampala. Nous avons aussi des paiements budgétés concernant le remboursement de la dette à long terme, conformément aux calendriers de remboursements prévus.

	Au 30 septembre 2018	Au 31 décembre 2017
(arrondis au millier près)	\$	\$
Actifs courants	26 478 000	11 153 000
Immobilisations corporelles	84 294 000	83 105 000
Autres actifs non courants	5 703 000	5 351 000
Total de l'actif	116 475 000	99 609 000
Passifs courants	42 958 000	46 281 000
Passifs non courants	14 042 000	9 859 000
Total du passif	57 000 000	56 140 000
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	58 237 000	43 690 000
Participation ne donnant pas le contrôle	1 238 000	(221 000)
Total du passif et des capitaux propres	116 475 000	99 609 000

Au 30 septembre 2018, notre actif total s'établissait à 116 475 000 \$, comparativement à 99 609 000 \$ au 31 décembre 2017. Cette augmentation s'explique par la hausse importante de notre solde en trésorerie, suite à l'encaissement d'un emprunt bancaire d'un montant de 11 550 000 \$. Cette entrée de fonds servira à rembourser les débetures convertibles venues à échéance le 1^{er} juillet dernier et les intérêts courus sur les débetures convertibles venues à échéances le 21 novembre dernier, ce qui aura pour effet de diminuer le passif courant de la Société.

Au 30 septembre 2018, notre passif total s'établissait à 57 000 000 \$, comparativement à 56 140 000 \$ au 31 décembre 2017. Bien qu'au cours des neuf premiers mois de 2018 la Société a remboursé un montant en capital de 6 785 000 \$ sur la dette à long terme et diminué ses créiteurs d'un montant de 3 499 000 \$, la Société a également obtenu un emprunt bancaire d'un montant de 11 550 000 \$.

13. OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les activités de la Société sont assujetties à diverses lois et réglementations concernant les provisions pour restauration de l'environnement et fermeture pour lesquelles la Société estime les coûts futurs. La Société constitue une provision selon la meilleure estimation des coûts futurs de remise en état des sites miniers et des installations de production connexes sur une base actualisée.

Au 30 septembre 2018, la provision relative au démantèlement ultérieur des installations en cours de construction sur le site de Nampala s'établissait à 276 000 \$ (254 000 \$ au 31 décembre 2017).

14. TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions entre parties liées sont décrites à la note 22 de nos états financiers.

15. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Le 17 octobre 2018, la Société a contracté un emprunt bancaire d'un montant de 3 427 357 \$ (1 500 000 000 francs CFA), portant intérêt au taux de 7 % annuellement, remboursable sur trois ans.

Le 26 novembre 2018, la Société a conclu un placement de débentures non convertibles et non garanties d'un montant en capital de 11 640 000 \$ (« Débentures 2018 ») auprès d'investisseurs qualifiés, incluant certaines personnes apparentées à la Société. Les Débentures 2018 portent intérêt au taux annuel de 10 % et viendront à échéance le 26 novembre 2020. Les Débentures 2018 sont rachetables par la Société, en tout ou en partie (par tranches de 1 000 \$), en tout temps avant leur date d'échéance à un prix de rachat égal à leur capital majoré des intérêts courus et non payés.

16. LA MAISON DE COMMERCE : STRATÉGIE DE MISE EN MARCHÉ DE LA VENTE D'OR

Le 5 juin 2014, la Société a annoncé l'organisation et la mise en place de African Peak Trading House Limited (la « Maison de commerce »), une nouvelle société, incorporée et domiciliée à l'île de Man, dont l'objet principal est de procéder à l'achat et la vente de l'or physique produit à la mine de Nampala au Mali (la « Mine ») et, de façon accessoire, de développer des filières spécialisées de commercialisation des métaux précieux affinés. La Société a effectué cette opération dans le but de gérer, contrôler et intégrer la mise en marché de l'or physique produit à la Mine, fabriquer et commercialiser des produits différenciés dont des métaux précieux réputés équitables et écoresponsables tout en réduisant les intermédiaires de marché. En plus des objets précités, la Maison de commerce permettra de réorganiser la dette à court terme de la Société et d'optimiser sa situation fiscale. La mise en place de la Maison de Commerce constitue une assise de la stratégie de la Société en matière de commercialisation de l'or produit à la Mine, dont un des objectifs est d'approvisionner directement en or certains segments de marché à valeur ajoutée, dont le marché de la haute joaillerie et des hôtels de monnaie, et ce, avec un produit et une marque de commerce unique et différenciée à valeur ajoutée.

Ainsi, tel qu'annoncé dans la déclaration de changements importants du 8 mai 2014, le 27 mars 2014, la Société a incorporé la Maison de commerce comme une nouvelle société membre de son groupe et souscrit à son capital action. Cette opération a fait l'objet d'une demande d'approbation auprès de la Bourse de croissance TSX-V et est soumise aux règles visant la protection des porteurs de parts minoritaires.

Afin de capitaliser la Maison de Commerce, la Société a souscrit aux actions ordinaires et aux actions privilégiées de catégorie B de la Maison de commerce en échange d'une contrepartie de 15 000 000 \$. En vertu d'une convention de souscription, la Société, sous réserve de l'accomplissement de certaines conditions, a souscrit à 1 000 actions ordinaires à un prix de 1 \$ par action de la Maison de commerce (l'« Action Ordinaire ») et à 15 000 000 actions privilégiées de catégorie B de la Maison de commerce (l'« Action Catégorie B ») pour un prix de 1 \$ par action de catégorie B. Les Actions Catégorie B sont non votantes et permettront à la Société de recevoir un dividende préférentiel sur les Actions Ordinaires. Le contrôle légal de la Maison de commerce est détenu par une fiducie constituée en vertu des lois de Gibraltar, nommé Golden International Income Trust (la « Fiducie »), dont le seul bénéficiaire est la Société. La Fiducie est également supervisée par un protecteur, lequel est assujéti à une politique de surveillance et de reddition de compte annuelle (la « Politique de surveillance et de contrôle ») et est redevable devant l'assemblée des actionnaires de la Société. La Politique de surveillance et de contrôle a été mise en place par le conseil d'administration de la Société.

La Maison de commerce a utilisé les produits de la souscription reçue de la Société afin de mettre en place en faveur de Nampala S.A., la filiale de la Société située au Mali et exploitant la Mine, une facilité de crédit permanente intitulée « Gold Stream Credit Agreement » (le « Prêt ») et un contrat d'approvisionnement de dorés dans le cours normal des affaires pour une durée de trois ans au même prix que celui indiqué au contrat de Prêt.

Le produit du Prêt sera utilisé par Nampala S.A. dans le cours normal de ses affaires et afin de rembourser certaines avances préalablement octroyées par la Société d'un montant de 15 000 000 \$. En pratique, la Société substituera des avances de 15 000 000 \$ par un placement dans la Maison de commerce du même montant.

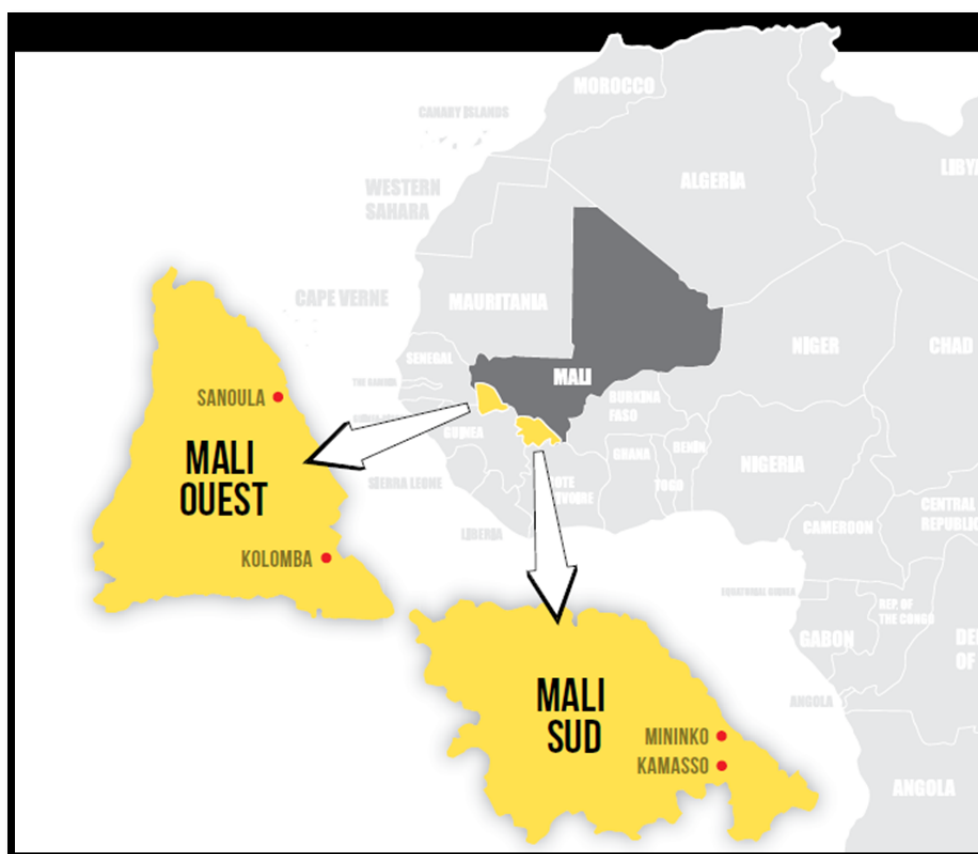
En vertu du Prêt, Nampala S.A. doit livrer la possession de dorés physique à la Maison de commerce au fur à mesure qu'ils sont produits à la Mine, et ce, sur une période de cinq ans, à titre de remboursement du capital et des intérêts dus par Nampala S.A. à la Maison de commerce en vertu du Prêt. La Maison de commerce assumera alors la responsabilité de faire affiner les dorés en lingot d'or auprès d'affineurs situés en Europe afin de pouvoir ensuite les revendre sur le marché international, et ce, à l'instar des grandes sociétés minières. La Maison de commerce distribuera les profits de revente à la Société au moyen de dividendes intersociétés. À la suite du remboursement total du Prêt, la Maison de commerce bénéficiera d'une entente d'approvisionnement en dorés aux mêmes termes et conditions que le Prêt. Ainsi, Nampala S.A. distribuera également les profits de la revente des dorés à la Société au moyen de remboursement d'avances et de dividendes intersociétés, soit la différence entre le prix indiqué au Prêt et le coût de production.

16. LA MAISON DE COMMERCE : STRATÉGIE DE MISE EN MARCHÉ DE LA VENTE D'OR - (SUITE)

En somme, la Maison de commerce est une société spécialisée qui va commercialiser l'or reçu de Nampala S.A., à l'extérieur du Mali en recherchant les meilleurs marchés, voire en développant de nouveaux marchés de niche. La Maison de commerce vendra l'or physique sur le marché international et distribuera tous les profits de revente à la Société au moyen de dividendes intersociétés. Ce faisant, la Société prévoit que les profits additionnels générés par la mise en marché de l'or, selon le modèle d'affaires de la Maison de Commerce qui visent des segments de marché à valeur ajoutée, seront importants et que cette opération sera bénéfique pour la Société.

17. BIENS MINIERS : QUATRE PERMIS D'EXPLORATION

Robex est actuellement titulaire de quatre permis d'exploration, tous localisés au Mali, en Afrique de l'Ouest. Le Mali est présentement le 3^{ème} plus important pays producteur d'or en Afrique. Deux des permis de Robex sont situés au sud du pays (Mininko et Kamasso), tandis que les deux autres se situent à l'ouest du pays (Sanoula et Kolomba). Robex travaille et s'active présentement au développement de ces sites qui démontrent tous une géologie favorable avec un potentiel pour la découverte de gisements aurifères.



17. BIENS MINIERES : QUATRE PERMIS D'EXPLORATION - (SUITE)

Permis de Mininko

Le projet comprend le permis d'exploration Mininko couvrant 62 km². Robex détient 100% du permis et un NSR de 1% est redevable. C'est sur cette propriété que se trouve la mine de Nampala qui est présentement en exploitation. Il est localisé à environ 57 km à l'OSO de la ville de Sikasso et à 21 km au Sud du village de Niéna, duquel il est accessible via la piste de la mine Nampala. Géologiquement, il se situe dans la fenêtre Mali Sud appartenant au socle Birrimien d'âge Protérozoïque inférieur où l'on retrouve les gisements aurifères de Syama, de Morilla et de Nampala. Le projet englobe le permis d'exploitation du gîte Nampala, il se localise à 35 km au NNE du gîte Syama et à 92 km au sud-ouest du gîte Morilla.

La région du permis est explorée en détail depuis 1980 et des travaux de géochimie de sol, de géologie, de géophysique et de sondage ont révélé des secteurs potentiels pour l'exploration. Les travaux ont délimité plusieurs cibles aurifères dont une est devenue le gîte Nampala. Des études géochimiques et géophysiques ont été planifiées sur cette propriété afin de déterminer les sites de forage favorables à des découvertes pouvant mener à une nouvelle exploitation future.

Permis de Kamasso

Le projet comprend le permis d'exploration Kamasso couvrant 100 km². Robex détient 100% du permis et un NSR de 1% est redevable. Il est localisé à environ 74 km au sud-ouest de la ville de Sikasso et à 35 km au Sud du village de Niéna duquel il est accessible via la piste de la mine Nampala. Dans le secteur du placer orpaillé de Sikoro, l'anomalie géochimique est combinée à une anomalie de polarisation provoquée. Cette anomalie aurifère se situe sur le prolongement sud de la séquence stratigraphique et structurale dans laquelle se trouve le gisement de Nampala. En 2009, 700 mètres de forage sont complétés et montrent un enracinement en sous surface de l'anomalie de sol.

Le permis de Kamasso offre des perspectives très intéressantes car il est situé sur le prolongement sud de la séquence stratigraphique et structurale dans laquelle se trouve le gisement de Nampala (Mininko). Il se situe à quelques kilomètres de Nampala. Les travaux d'exploration réalisés antérieurement avaient permis de mettre en évidence plusieurs anomalies géochimiques de sols, dont celle de Sikoro, de même que celles de Kadjila et de Sirakoroni confirmées par puits et courts sondages destructifs. La réalisation d'une carte géologique au moyen des photos aériennes et satellitaires et du levé géophysique aérien du Projet Sysmine sur l'ensemble du permis de Kamasso avait également montré le prolongement des grandes structures de l'anomalie de Nampala (permis de Mininko) définies par des réseaux de failles et de fractures. Des études géochimiques et géophysiques ont été planifiées sur cette propriété afin de déterminer les sites de forage favorables à des découvertes pouvant mener à une nouvelle exploitation future.

Permis de Sanoula

Le projet comprend le permis d'exploration Sanoula couvrant 31,5 km². Robex détient 100% du permis et un NSR de 1% est redevable. Il est localisé à environ 58 km au NNO du village de Kenieba et à 120 km au Sud de la ville de Kaye, desquels il est accessible par pistes. Géologiquement, il se situe dans le secteur centre de la fenêtre de Kédougou-Kéniéba appartenant au socle Birrimien d'âge Protérozoïque inférieur où l'on retrouve dans la partie centre et nord, les gisements aurifères de Sadiola, Loulo, et Tabakoto. Le projet se localise sur l'Accident Sénégal-Malien (ASM), qui marque la limite entre la formation de Kofi à l'Est et la Formation de Kéniébandi à l'Ouest et est situé entre les gîtes de Sadiola, à 56 km au NNO et Loulo à 26 km au SSE.

La région du permis est explorée en détail depuis 2000, les travaux de géochimie de sol, de géophysique, de géologie et de sondage ont révélé une zone linéaire minéralisée en or. La zone est forée en 2006 et 2007 à la suite de la découverte d'une anomalie géochimique liée à une anomalie de résistivité. Un total de 966 mètres est foré, la minéralisation recoupée est contenue dans une formation sédimentaire à tourmaline très déformée. L'or se retrouve essentiellement dans des filons de quartz pyritisés fortement inclinés et dans un encaissant à tourmaline modérément silicifié. Ce type de minéralisation caractérise le gîte aurifère de Loulo.

17. BIENS MINIERES : QUATRE PERMIS D'EXPLORATION - (SUITE)

Permis de Kolomba

Le projet comprend le permis Kolomba couvrant 64 km². Robex détient 100% du permis. Il est localisé à environ 12 km au sud du village de Kenieba et 1 km au NO du village de Dabia. La route reliant Bamako à Kenieba passe au centre est du permis. Géologiquement, il se situe dans le secteur sud-est de la fenêtre de Kédougou-Kéniéba appartenant au socle Birrimien d'âge Protérozoïque inférieur où l'on retrouve dans la partie centre et nord, les gisements aurifères de Sadiola, Loulo, et Tabakoto. Le projet se localise respectivement à 21 km au nord-est et à 25 km au sud des gites aurifères de Fekola et de Tabakoto.

La région du permis est explorée en détail depuis les années 1990, des travaux de géochimie de sol, géophysique, puits, tranchée et sondages ont révélé plusieurs secteurs cibles pour l'exploration aurifère. Ces travaux ont donné des résultats faibles en général. Ils sont consistants avec un paysage géologique où domine la saprolite parsemée de petits stockwerks de quartz dispersés et porteurs de minéralisations aurifères parfois élevés, mais sporadiques et sans réelle continuité. Les résultats obtenus sur la cible MM-5A montrent que la zone centrale de cette cible pourrait être prospective. Les forages effectués sur les anomalies MM-2, MM-3 et Bilali Santos ont fait ressortir des intersections valables méritant un suivi pour en établir la continuité. Des valeurs aurifères consistantes ont aussi été révélées dans des tranchées creusées dans un secteur ciblé de 40m x 50m.

18. RISQUES ET INCERTITUDES

À titre de société minière, nous sommes exposés aux risques financiers et aux risques opérationnels liés à la nature même de nos activités. Ces risques pourraient avoir une incidence sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation. Par conséquent, un placement dans nos actions ordinaires devrait être considéré comme un placement spéculatif. Les acquéreurs ou détenteurs éventuels de nos actions ordinaires devraient porter une attention particulière à tous nos facteurs de risque.

Risques financiers

Fluctuation des prix de l'or

Les variations des prix de l'or sur le marché auront une incidence importante sur la rentabilité de nos activités. Les prix de l'or sont dépendants, entre autres, de l'offre et de la demande mondiale. La demande d'or peut aussi être influencée par la conjoncture économique, l'attrait de l'or comme véhicule de placement et la vigueur du dollar américain. Les autres facteurs comprennent les taux d'intérêt et de change, l'inflation et la stabilité politique. L'incidence globale de ces facteurs est impossible à prévoir avec exactitude. Les niveaux de production à l'échelle mondiale ont également une incidence sur les prix de l'or.

Fluctuation des prix du pétrole

Étant donné que nous utilisons du carburant à base de pétrole pour alimenter notre équipement minier et générer de l'électricité pour notre exploitation minière, une augmentation des prix du pétrole pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Fluctuation des taux de change

Nos activités au Mali sont assujetties aux fluctuations des devises et ces fluctuations peuvent avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation. À l'heure actuelle, l'or est vendu en euros et la plupart de nos coûts sont calculés en francs CFA. Le taux de change entre l'euro et le franc CFA est fixé par la banque centrale européenne et il est demeuré inchangé depuis les dix dernières années au taux de 655,957 FCFA pour 1 euro. Cependant, certains de nos coûts sont engagés dans d'autres devises, telles que le dollar américain et le dollar canadien. L'appréciation des autres devises par rapport à l'euro peut accroître les coûts d'exploration et de production exprimés en dollars canadiens, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Fluctuation des taux d'intérêt

Tous les instruments financiers de la Société ainsi que ses marges de crédit et sa dette à long terme portent intérêt à taux fixe et ne sont pas exposées au risque de taux d'intérêt.

Accès à des financements par emprunts

Les activités de la Société dépendent de sa capacité à continuer de disposer du financement nécessaire par voie d'emprunt. Bien que la direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société.

Risques opérationnels

Incertitude liée aux estimations des réserves et des ressources

Les données relatives aux réserves et aux ressources constituent des estimations fondées sur de l'information limitée acquise par forages et différentes méthodes d'échantillonnage. Rien ne garantit que les tonnages et les teneurs prévus seront obtenus ni que le taux de récupération sera atteint. Les teneurs de minerai réellement récupérées pourraient différer des teneurs estimées pour les réserves et les ressources. Ces données ont été déterminées en fonction du prix de l'or et des coûts d'exploitation présumés.

La production future pourrait différer de façon importante de ce qui est prévu dans les estimations de réserves, notamment pour les raisons suivantes :

- La minéralisation et les formations pourraient différer de celles qui sont prévues par forages, échantillonnages et études similaires;
- L'augmentation des charges d'exploitation minière et de traitement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les réserves;
- La teneur des réserves pourrait varier considérablement de temps à autre, et il n'y a aucune garantie quant à la quantité d'or qui pourra en être récupérée; et
- La baisse du cours de l'or pourrait rendre non rentable l'exploitation minière d'une partie ou de la totalité des réserves.

L'un ou l'autre de ces facteurs pourrait entraîner une augmentation des coûts ou une diminution de nos réserves estimatives. Les facteurs à court terme, tels que la nécessité de nouveaux travaux de développement d'un gisement ou le traitement de teneurs nouvelles ou différentes, pourraient compromettre notre rentabilité. En cas de chute du cours de l'or, nous pourrions être tenus de réduire considérablement la valeur de notre placement dans des propriétés minières ou de retarder, voire d'interrompre, la production ou le développement de nouveaux projets.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Production et coûts estimatifs

Rien ne garantit que les calendriers de production projetés ou prévus seront respectés, ni que les estimations des dépenses d'investissement et du coût comptant d'exploitation seront réalisées. L'incapacité d'atteindre les niveaux de production et les coûts estimatifs, ou toute augmentation importante des coûts pourrait avoir une incidence défavorable sur nos futurs flux de trésorerie, notre rentabilité, nos résultats d'exploitation et notre situation financière. De nombreux facteurs peuvent entraîner des retards ou des accroissements de coûts, notamment des problèmes de main-d'œuvre, des pannes de courant, des problèmes de transport ou d'approvisionnement et des pannes mécaniques. En outre, des facteurs d'exploitation à court terme, comme le besoin de développement ordonné de corps minéralisés ou le traitement de nouvelles ou de différentes teneurs aurifères, peuvent faire en sorte qu'une exploitation minière ne soit pas rentable au cours d'une période donnée. Par ailleurs, nos activités peuvent faire l'objet d'interruptions prolongées imputables aux conditions météorologiques. Des dangers comme des formations inusitées ou imprévues, des éclatements de roches, des pressions, des éboulements, des inondations ou d'autres situations peuvent se présenter au cours des forages et de l'enlèvement de la matière.

Notre coût pour produire une once d'or dépend également d'un certain nombre de facteurs, notamment de la teneur des réserves, de la récupération et de la capacité de traitement, du coût des matières premières, des pressions inflationnistes en général et des taux de change. Notre rendement futur peut par conséquent différer considérablement du rendement estimatif. Étant donné que ces facteurs sont indépendants de notre volonté, rien ne garantit que notre coût soit semblable d'une année à l'autre.

Nature de l'exploration et de l'exploitation minière

Nos programmes de développement et d'exploration ont une incidence marquée sur notre rentabilité. L'exploration et le développement de gisements minéraux comportent d'importants risques sur une longue période, que même la combinaison d'une évaluation prudente, d'expérience et de connaissances ne peut éliminer. Bien que la découverte d'une structure aurifère puisse donner lieu à des rendements importants, peu de propriétés minières qui font l'objet d'une exploration sont en définitive développées en tant que mines. Il peut être nécessaire d'engager des dépenses importantes pour établir et remplacer les réserves au moyen de forages ainsi que pour construire les installations d'exploitation minière et de traitement sur un site. Il est impossible de garantir que nos programmes d'exploration actuels ou projetés aboutiront à des exploitations minières commercialement rentables.

La viabilité économique d'un gisement d'or repose sur un certain nombre de facteurs, dont certains sont liés aux caractéristiques mêmes du gisement, comme la taille et la teneur, la proximité des infrastructures, les coûts de financement et la réglementation gouvernementale, y compris celle qui se rapporte aux taxes, aux redevances, à l'infrastructure, à l'utilisation des sols, à l'importation et à l'exportation d'or, au rapatriement des revenus et à la protection environnementale. L'incidence de ces facteurs ne peut pas être évaluée avec précision, mais la combinaison de ceux-ci peut faire en sorte que nous ne recevions pas un rendement du capital investi adéquat. Nos activités sont, et continueront d'être, exposées à tous les dangers et risques habituellement liés à l'exploration, au développement et à la production d'or et qui peuvent tous porter préjudice à la vie des personnes, aux biens et à l'environnement et entraîner une responsabilité légale éventuelle du fait de tout préjudice subi.

Portefeuille de nos propriétés limité

Présentement, notre seule propriété minérale en opération est notre mine de Nampala, au Mali. Si nous n'acquérons pas et ne développons pas de nouvelles propriétés minérales, tout développement défavorable affectant notre propriété de Nampala pourrait avoir une incidence négative importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Épuisement de nos réserves minérales

Nous devons remplacer en permanence les réserves minérales épuisées par la production afin de maintenir des niveaux de production à long terme. Nous devons ainsi élargir les réserves minérales connues ou trouver ou acquérir de nouveaux gisements minéraux. Toutefois, il existe un risque que l'épuisement des réserves ne puisse pas être atténué par nos découvertes futures. L'exploration minière est de nature très spéculative et comporte de nombreux risques. De nombreux projets d'exploration aurifère, sinon la plupart, ne rapportent pas les résultats escomptés, et rien ne garantit que les programmes d'exploration actuels ou futurs soient couronnés de succès.

Approvisionnement en eau

Les activités d'exploitation minière que nous exerçons à la mine de Nampala, à notre installation de traitement du minerai et à nos installations auxiliaires requièrent d'importantes quantités d'eau. La poursuite de notre production minière dépend de notre capacité à accéder à un approvisionnement adéquat en eau. L'insuffisance des ressources en eau, que ce soit par suite de l'adoption de nouveaux règlements ou d'autres facteurs, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Fluctuation des prix de l'énergie et autres marchandises

Le succès de nos activités d'exploitation minière est tributaire des prix du marché et de la disponibilité des marchandises qui sont utilisées dans le cadre de nos activités, notamment le diesel, le carburant, l'acier, le béton et les produits chimiques (y compris le cyanure). Les prix de ces marchandises varient en fonction de différents facteurs indépendants de notre volonté. Une augmentation des coûts ou une diminution de la disponibilité des marchandises requis pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Licences et permis

Nous devons obtenir des licences et des permis auprès de diverses autorités gouvernementales. Nous sommes d'avis que nous possédons toutes les licences et tous les permis nécessaires en vertu des lois et des règlements applicables à l'égard de nos propriétés et que nous sommes actuellement en conformité, à tous les égards importants, avec les modalités de ces licences et permis. Toutefois, ces licences et ces permis peuvent faire l'objet de changements dans diverses circonstances. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ou conserver toutes les licences et tous les permis qui peuvent être requis pour poursuivre nos activités actuelles, explorer et développer les propriétés ou entreprendre la construction ou l'exploitation d'installations minières et de propriétés en cours d'exploration ou de développement. L'incapacité d'obtenir de nouvelles licences et de nouveaux permis ou de parvenir à conserver ceux que nous détenons déjà pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Risque politique

Bien que le gouvernement du Mali ait par le passé appuyé le développement de ses ressources naturelles par des sociétés étrangères, rien ne garantit que le gouvernement n'adoptera pas à l'avenir des politiques différentes ou de nouvelles interprétations relativement à la propriété étrangère des ressources minérales, aux taux de change, à la protection environnementale, aux relations de travail, au rapatriement des revenus ou au rendement du capital. Toute limite imposée à l'égard du transfert de trésorerie ou autres actifs entre Robex et ses filiales pourrait restreindre notre capacité à financer nos activités d'exploitation, et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

En outre, les régimes d'imposition visant les activités minières dans les territoires étrangers peuvent faire l'objet d'interprétations divergentes et de modifications constantes, et pourraient ne pas prévoir de mesures de stabilité fiscale. Notre interprétation de la loi fiscale, y compris des mesures de stabilité fiscale, et son application à nos transactions et à nos activités pourraient ne pas correspondre à l'interprétation de cette même loi par les autorités fiscales. Par conséquent, les taxes pourraient augmenter et les transactions pourraient être contestées par les autorités fiscales et nos activités faire l'objet d'une vérification, ce qui pourrait se traduire par des impôts, des pénalités et des intérêts importants.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Risque politique - (suite)

Nous pourrions aussi avoir de la difficulté à récupérer les montants de taxes et d'impôts remboursables de la part des autorités fiscales. On ne peut écarter la possibilité qu'un gouvernement adopte des politiques sensiblement différentes ou de nouvelles interprétations qui pourraient aller jusqu'à l'expropriation des éléments d'actif. La possibilité de conflits civils et d'instabilité politique dans ce pays ou des pays voisins, et la possibilité que la sécurité de nos mines et de notre personnel soit menacée en raison d'agitation politique, de guerre civile ou d'attaques terroristes, font également partie des risques politiques. Toute activité de ce genre pourrait perturber nos activités, limiter notre capacité à embaucher et à retenir du personnel qualifié, et restreindre notre accès au capital.

Questions liées aux titres de propriété

Les titres liés aux projets minéraux et aux droits d'exploration et d'exploitation impliquent certains risques inhérents en raison de problèmes potentiels découlant des caractéristiques historiques ambiguës des projets miniers. Bien que nous n'ayons aucune raison de croire que l'existence et l'étendue d'une propriété minière dans laquelle nous avons une participation pourraient être remises en question, les titres de propriété des propriétés minières peuvent faire l'objet de réclamations éventuelles de la part de tierces parties et rien ne garantit qu'il n'existe aucune entente non enregistrée, aucune réclamation ni aucun vice de titre qui pourrait faire en sorte que nos titres soient remis en question.

Par ailleurs, le défaut de se conformer à toutes les lois et à tous les règlements applicables, dont le défaut d'acquitter les taxes et les impôts et de réaliser et déposer des travaux d'évaluation dans les délais prescrits, peut invalider le titre sur des parties ou la totalité des propriétés à l'égard desquelles nous détenons des licences et des permis.

Risque lié aux fournisseurs et aux entrepreneurs externes

Nous dépendons de divers services, équipements, fournitures et pièces pour mener nos opérations. Une pénurie de biens, de pièces ou de services dont nous avons besoin pourrait entraîner une hausse des coûts ou un retard dans les livraisons, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre calendrier de production ainsi que sur notre situation financière et notre résultat d'exploitation.

De plus, nous pourrions engager notre responsabilité envers des tiers par suite des actions d'un entrepreneur. La survenance de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Concurrence

Le secteur de l'exploration et de l'exploitation minière est concurrentiel à tous les niveaux. Nous livrons concurrence à bon nombre d'entreprises et de personnes, y compris des concurrents mieux pourvus en ressources financières, techniques et autres, pour la recherche et l'acquisition de propriétés minières intéressantes, d'équipement et, de plus en plus, pour la recherche de ressources humaines. Rien ne garantit que nous puissions continuer à concurrencer avantageusement les autres sociétés minières.

Personnel qualifié et personnel clé

Pour que nos activités soient couronnées de succès, nous devons trouver et retenir des employés qualifiés qui possèdent une connaissance approfondie et une expertise du secteur minier. Robex et d'autres sociétés minières se livrent une concurrence pour attirer du personnel qualifié et du personnel clé, et si nous nous trouvions dans l'incapacité d'attirer ou de retenir du personnel qualifié, ou d'établir des stratégies adéquates de planification de la relève, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Relations de travail

Nous dépendons de notre main-d'œuvre pour extraire et traiter le minerai. Nos relations avec nos employés pourraient être touchées par des changements aux relations de travail provenant, notamment, de groupes d'employés, de syndicats et des autorités gouvernementales. De plus, certains de nos employés sont représentés par des syndicats aux termes de conventions collectives. Nous pourrions nous trouver dans l'incapacité de renégocier de façon satisfaisante nos conventions collectives à leur échéance. En outre, les conventions collectives en vigueur pourraient ne pas suffire à empêcher les grèves et arrêts de travail à nos installations à l'avenir. Des interruptions de travail pourraient avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Risques et coûts environnementaux

Toutes les étapes de nos activités sont assujetties à la réglementation environnementale. La législation environnementale évolue vers des normes et une application plus rigoureuses, des amendes et des pénalités accrues pour non conformité, des études environnementales plus rigoureuses des projets proposés et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés ainsi que pour leurs dirigeants, administrateurs et employés. Des risques environnementaux, qui nous sont inconnus à l'heure actuelle et qui ont été causés par d'anciens ou d'actuels propriétaires des propriétés ou par d'anciens ou d'actuels travaux d'exploitation sur les propriétés, peuvent exister sur nos propriétés. Le défaut de se conformer aux lois et aux règlements environnementaux applicables pourrait donner lieu à des mesures exécutoires, incluant notamment des mesures correctives qui nécessitent des dépenses d'investissement ou des mesures de redressement. Rien ne garantit que de futurs changements dans les lois et règlements environnementaux et les permis régissant les activités d'exploitation et générales des sociétés minières, le cas échéant, n'auront pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Nous employons, dans notre processus de production minière, du cyanure de sodium, qui est une substance toxique. Advenant une fuite ou un déversement de cyanure de sodium de son système de confinement, nous pourrions être tenus responsables des travaux de décontamination, lesquels pourraient ne pas être assurés. Bien que toutes les précautions nécessaires aient été prises pour éviter le déversement de matières polluantes dans la nappe phréatique et les milieux naturels, nous pourrions être tenus responsables de risques à l'égard desquels nous ne possédons également aucune assurance.

De plus, les sociétés du secteur des ressources naturelles sont tenues d'exercer leurs activités et d'effectuer la remise en état des sols qu'elles exploitent conformément à la réglementation environnementale en vigueur. Nos estimations du total des coûts définitifs liés à la fermeture des mines et à la remise en état des sols pourraient différer sensiblement des coûts réels. Tout coût de remise en état excédentaire ou imprévu pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Assurances insuffisante

Bien que nous puissions obtenir des assurances à l'égard de certains risques pour des montants que nous considérons suffisants, l'assurance disponible pourrait ne pas couvrir la totalité des risques potentiels auxquels peut faire face une société minière. Nous pourrions également nous trouver dans l'incapacité de conserver les assurances nécessaires pour couvrir les risques assurables moyennant des primes économiquement acceptables. La couverture d'assurance pourrait en outre ne pas être disponible dans l'avenir ou pourrait ne pas être suffisante pour couvrir toute perte résultante. De plus, l'assurance pour certains risques, comme les risques liés aux sites d'usinage, à la pollution environnementale, à l'élimination des déchets et à d'autres dangers découlant de l'exploration et de la production, n'est généralement pas offerte aux sociétés aurifères selon des modalités acceptables.

Les coûts éventuels pouvant être associés aux dommages non assurés ou en excès de la garantie ou pour assurer la conformité aux lois et aux règlements applicables pourraient entraîner des retards importants et nécessiter des sorties de fonds substantielles, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Nationalisme en matière de ressources

À un moment où les gouvernements africains sont aux prises avec une conjoncture économique déficitaire et déprimée, le secteur aurifère est ciblé comme une source d'accroissement des recettes publiques. Les États revoient sans cesse les modalités d'exploitation des ressources nationales qui régissent les sociétés minières. Si cette évolution du nationalisme en matière de ressources se traduisait par l'entrée en vigueur de nouvelles lois, elle pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Relations avec les communautés environnantes

Les activités exercées par les sociétés du secteur des ressources naturelles font l'objet d'un regard de plus en plus critique de la part du public. Nous subissons des pressions qui nous obligent à démontrer que nos activités commerciales génèrent non seulement un rendement satisfaisant pour nos actionnaires, mais profitent également à d'autres parties intéressées comme les gouvernements locaux et les communautés situées près de notre mine, au Mali.

Ces pressions pourraient entraîner d'éventuelles conséquences telles que des atteintes à notre réputation, des poursuites en justice, des obligations croissantes en matière d'investissement social et des pressions en vue de la hausse des taxes et des redevances perçues par les gouvernements locaux et les communautés environnantes. Ces pressions pourraient également compromettre notre capacité à obtenir les permis et les autorisations nécessaires à la poursuite de nos activités.

De plus, nos propriétés au Mali pourraient être assujetties à des droits ou à des revendications de droits de la part de différents intervenants communautaires. En outre, des orpailleurs pourraient utiliser certaines de nos propriétés ou la totalité de celles-ci, interférant avec nos activités d'exploration et de développement sur ces propriétés.

Dépendance à l'égard des systèmes de technologie de l'information

Nos activités dépendent des systèmes de technologie de l'information. Ces systèmes peuvent subir des perturbations, des dommages ou des pannes sous l'effet de divers facteurs. Toute défaillance touchant nos systèmes de technologie de l'information pourrait se traduire par des arrêts de production, des retards opérationnels, la compromission de l'information confidentielle ou encore la destruction ou la corruption de données. En conséquence, tout dysfonctionnement de nos systèmes de technologie de l'information pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation. Il pourrait aussi nuire considérablement à l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Menaces cybernétiques

Nos activités dépendent, en partie, de notre capacité, et de celle de nos fournisseurs, à protéger nos réseaux, nos systèmes technologiques et nos logiciels contre les dommages découlant de différentes menaces comme les virus, les atteintes à la sécurité et les attaques cybernétiques. Ces menaces peuvent inclure des tentatives d'accéder, sans autorisation, à nos données ou nos systèmes de réseaux automatisés, et la manipulation ou l'utilisation inappropriée de systèmes de technologie de l'information. Une défaillance de toute composante de nos systèmes de technologie de l'information pourrait, selon la nature de cette défaillance, avoir une incidence défavorable importante sur notre réputation, notre situation financière et notre résultat d'exploitation. Bien que nous n'ayons jamais connu de pertes significatives découlant d'attaques cybernétiques ou d'autres atteintes à la sécurité de nos données, rien ne garantit que nous ne subissions jamais de telles pertes dans l'avenir. Notre risque et notre exposition à ces enjeux ne peuvent être entièrement évités compte tenu, entre autre choses, de la nature évolutive de ces menaces. À mesure que les menaces cybernétiques continueront d'évoluer, nous pourrions être tenus de consacrer des ressources additionnelles pour continuer à modifier ou à améliorer nos mesures de protection ou à investiguer et à remédier à tout vulnérabilité de nos systèmes.

18. RISQUES ET INCERTITUDES - (SUITE)

Litiges

Toutes les industries, y compris l'industrie minière, peuvent faire l'objet de poursuites judiciaires, qu'elles soient fondées ou non. Nous avons déjà été engagés dans diverses poursuites judiciaires, nous le sommes actuellement et nous pourrions l'être à l'avenir. Bien que nous croyions improbable que ces poursuites aient ultimement une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation, des coûts liés à la défense seront engagés, même à l'égard des actions instituées sans fondement. En raison de l'incertitude inhérente au processus de règlement des litiges, rien ne garantit que la résolution de toute procédure judiciaire particulière ou de plusieurs procédures judiciaires combinées n'ait pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

Lois anticorruption

Nous exerçons nos activités dans des territoires où le secteur public et le secteur privé ont déjà été entachés, dans une certaine mesure, par la corruption. Nous sommes tenus de respecter les dispositions de la Loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers. On assiste depuis peu à une hausse de la fréquence et de la sévérité des sanctions appliquées en vertu de la loi. Bien que nous ayons adopté une politique qui exige le respect des lois anticorruption, rien ne garantit que nos politiques et procédures de contrôle interne nous prémuniront en tout temps contre la négligence, la fraude, la malhonnêteté ou tout autre agissement répréhensible. La violation réelle ou présumée des lois anticorruption est passible d'amendes et de sanctions civiles et pénales et elle peut nuire à notre réputation ou entraîner d'autres conséquences susceptibles d'avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat d'exploitation.

19. CAPITAL-ACTIONS

Au 28 novembre 2018, notre capital social se composait de 579 509 566 actions ordinaires émises et en circulation.

Aussi :

- ✕ 14 050 000 options d'achat d'actions étaient attribuées à des prix d'exercice de 0,09 \$, 0,115 \$ et 0,16 \$, venant respectivement à échéance le 16 juillet 2022, le 23 septembre 2023 et le 12 juin 2019. Chaque option permet au détenteur d'acquérir une action ordinaire de la Société.

Sommaire de l'actionariat

	Situation actuelle		Options d'achat d'actions (1) Effets de l'exercice		
	Actions en circulation	%	Actions émises	Total actions en circulation	% après exercice
Groupe Cohen*	382 793 027	66,05%	5 000 000	387 793 027	65,33%
Autres actionnaires	196 716 539	33,95%	9 050 000	205 766 539	34,67%
Total	579 509 566	100%	14 050 000	593 559 566	100%

* Le groupe Cohen est composé de : Georges Cohen, Julien Cohen, Benjamin Cohen, Johan Contat Cohen, Émilie Cohen et Laetitia Cohen.

- (1) 14 050 000 options d'achat d'actions à des prix d'exercice de 0,09 \$, 0,115 \$ et 0,16 \$, venant respectivement à échéance le 16 juillet 2022, le 23 septembre 2023 et le 12 juin 2019. L'exercice de ces options augmenterait la trésorerie de la Société d'un montant de 1 352 000 \$.

20. CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION (CPCI) ET CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE (CIIF)

Contrôles et procédures de communication de l'information

Nous maintenons en place des systèmes d'information, des contrôles et des procédures appropriés afin de nous assurer que l'information utilisée à l'interne et publiée à l'externe soit complète, exacte, fiable et à jour. Les contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») sont conçus de façon à fournir une assurance raisonnable à l'effet que l'information qui doit être présentée dans les rapports annuels, les rapports intermédiaires et les autres documents déposés en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par cette législation et comprend des contrôles et des procédures conçus pour assurer que l'information importante qui doit être divulguée est compilée et communiquée à la direction, y compris les dirigeants signataires, de façon à permettre la prise de décisions en temps opportun concernant la communication de l'information.

Notre président et chef de la direction et notre chef de la direction financière ont évalué ou fait en sorte que soient évaluée, sous leur supervision directe, l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos CPCI tels que définis dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs* au 31 décembre 2017 et sont arrivés à la conclusion que ces CPCI étaient conçus et fonctionnaient de façon efficace.

Il n'y a eu aucun changement à nos CPCI au cours de la période entre le 1^{er} janvier 2018 et le 30 septembre 2018, qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qui aurait, des répercussions importantes sur nos CPCI.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la mise en place et du maintien de contrôles internes à l'égard de l'information financière (« CIIF ») adéquats de façon à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière présentée et la préparation des états financiers à des fins de publication conformément aux IFRS.

La direction a évalué l'efficacité de la conception et du fonctionnement de nos CIIF tels que définis dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*. L'évaluation a été effectuée par le chef de la direction et le chef de la direction financière, avec la collaboration d'autres dirigeants et membres du personnel dans la mesure jugée nécessaire.

Basé sur cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière sont arrivés à la conclusion qu'au 31 décembre 2017, les CIIF étaient conçus de façon appropriée, étaient efficaces et offraient une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière présentée et la préparation des états financiers à des fins de publication conformément aux IFRS.

Il n'y a eu aucun changement important à nos CIIF au cours de la période entre le 1^{er} janvier 2018 et le 30 septembre 2018, qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qui aurait, des répercussions importantes sur nos CIIF.

Limites des contrôles et procédures

Malgré son évaluation, notre direction, incluant le chef de la direction et le chef de la direction financière, est d'avis que tout contrôle et toute procédure, aussi bien conçus et fonctionnels soient-ils, ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable et non une assurance absolue d'atteindre les objectifs de contrôle désirés. Par conséquent, compte tenu des limites inhérentes aux systèmes de contrôle, des inexactitudes attribuables à des erreurs ou des cas de fraude pourraient se produire et ne pas être détectées.

21. RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2018			2017			
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
<i>(en milliers de dollars, sauf les résultats par action)</i>							
Résultats							
Produits – Ventes d’or	19 820	19 376	20 573	14 754	14 787	15 207	12 405
Résultat net	5 125	5 242	6 406	4 062	711	2 851	3 792
Attribuables aux							
- Actionnaires	4 598	4 796	5 883	3 812	381	2 828	3 824
- Participations de donnant pas le contrôle	527	446	523	251	330	22	(32)
Résultat de base par action	0,008	0,008	0,010	0,007	0,001	0,005	0,007
Résultat dilué par action	0,008	0,008	0,010	0,007	0,001	0,005	0,007
Flux de trésorerie liés aux activités d’exploitation ¹	7 782	8 310	9 603	5 490	5 722	6 907	5 090
NAMPALA							
Données d’exploitation							
Minerai extrait (tonnes)	365 759	448 974	491 342	479 198	325 524	376 054	270 721
Minerai traité (tonnes)	432 538	436 224	445 226	470 010	404 038	381 973	359 945
Teneur traitée (g/t)	0,97	0,94	0,93	0,89	0,80	0,77	0,93
Récupération (%)	87,3%	86,3%	83,9%	82,4%	83,5%	85,9%	85,9%
Onces d’or produites	12 772	11 716	11 989	11 099	9 163	8 965	7 771
Onces d’or vendues	12 733	11 481	11 989	9 069	9 197	8 987	7 548
Statistiques <i>(en dollars canadiens)</i>							
Prix de vente moyen réalisé (par once)	1 557	1 688	1 716	1 627	1 608	1 692	1 643
Coût comptant d’exploitation (par tonne traitée) ²	15	14	14	14	13	11	14
Coût comptant total (par once vendue) ²	586	597	638	641	585	590	664
Coût de maintien tout inclus (par once vendue) ²	827	921	1 019	1 040	774	872	945
Charges administratives (par once vendue)	134	137	129	203	130	165	108
Amortissement des immobilisations (par once vendue)	249	254	242	239	217	216	212

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités d’exploitation excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

² Le coût comptant d’exploitation, le coût comptant total et le coût de maintien tout inclus sont des mesures financières non conformes aux IFRS pour lesquelles il n’existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport à la page 31.

22. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS

Certains des indicateurs que nous utilisons pour analyser et évaluer nos résultats représentent des mesures non conformes aux IFRS. Nous présentons ces mesures non conformes aux IFRS, car certains investisseurs les utilisent pour évaluer notre performance financière. Celles-ci n'ayant pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables que présentent d'autres sociétés. Par conséquent, elles visent à fournir des renseignements supplémentaires et ne doivent pas être considérées isolément ni être interprétées comme pouvant remplacer des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les définitions des mesures non conformes aux IFRS qui n'ont pas été définies ailleurs dans le présent document, ainsi qu'un rapprochement de ces mesures et de celles établies conformément aux IFRS, sont fournies ci-dessous.

Coût comptant d'exploitation

Le tableau ci-dessous présente un rapprochement entre le coût comptant d'exploitation calculé conformément aux normes de l'Institut de l'or¹ et les charges d'exploitation. La Société suit les recommandations de l'Institut de l'or sur les coûts de production standard.

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Par tonne traitée				
Tonnes de minerai traitées	432 538	404 038	1 313 988	1 145 956
(en dollars)				
Charges d'exploitation minière (relatives aux onces vendues)	7 459 967	5 377 710	21 960 710	15 694 735
Redevances gouvernementales	(681 523)	(479 181)	(1 983 588)	(1 136 463)
Incidence des ajustements des stocks (lingots de dorés, or en voie de production et stocks de minerai)	(80 813)	297 241	(838 714)	(138 113)
Charges d'exploitation (relatives aux tonnes traitées)	6 697 631	5 195 770	19 138 408	14 420 159
Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée)	15	13	15	13

Coût comptant total

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Par once vendue				
Onces d'or vendues	12 733	9 197	36 203	25 732
(en dollars)				
Charges d'exploitation minière	7 459 967	5 377 710	21 960 710	15 694 735
Coût comptant total (par once vendue)	586	585	607	610

¹ L'Institut de l'or, qui a cessé ses activités en 2002, était un organisme non réglementé et représentait un groupe mondial de producteurs d'or. La norme de coût de production développée par l'Institut de l'or demeure la norme généralement admise en matière d'enregistrement des coûts décaissés par les entreprises d'extraction aurifère.

22. MESURES NON CONFORMES AUX IFRS - (SUITE)

Coût de maintien tout inclus

Le coût de maintien tout inclus représente le coût comptant total auquel s'ajoutent les dépenses en immobilisations de maintien et les frais de découverte par once.

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Onces d'or vendues	12 733	9 197	36 203	25 732
(en dollars)				
Dépenses en immobilisations de maintien	3 063 206	1 738 841	11 358 128	6 389 584
Dépenses en immobilisations de maintien (par once vendue)	241	189	314	248
Coût comptant d'exploitation (par once vendue)	586	585	607	610
Coût de maintien tout inclus (par once vendue)	827	774	921	858

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ¹ (en dollars)	7 781 562	5 721 830	25 694 980	17 718 880
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – de base	579 509 566	579 509 566	579 509 566	579 509 566
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation par action (en dollars)	0,013	0,010	0,044	0,031

Mesure comptables ajustées

	Troisièmes trimestres terminés les 30 septembre		Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre	
	2018	2017	2018	2017
(en dollars)				
Résultat net attribuable aux actionnaires selon les IFRS	4 597 561	380 894	15 276 077	7 032 656
Coût de la rémunération en options d'achat d'actions	51 936	807 398	51 936	807 398
Pertes (gains) de change	15 110	(58 671)	(200 341)	(131 504)
Variation de la juste valeur des passifs financiers	(48 340)	1 702 729	(1 777 995)	789 502
Perte sur disposition d'immobilisations corporelles	(616 717)	---	(616 717)	---
Radiation de biens miniers	---	---	---	873 863
Résultat net ajusté attribuable aux actionnaires	3 999 550	2 832 350	12 732 960	9 371 915
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	579 509 566	579 509 566	579 509 566	579 509 566
Résultat de base ajusté par action	0,007	0,005	0,022	0,016

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

23. RENSEIGNEMENTS ADDITIONNELS ET INFORMATION CONTINUE

Le présent rapport de gestion est daté du 28 novembre 2018. Nous présentons régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse, d'états financiers et de notre notice annuelle sur le site Internet de SEDAR (sedar.com). Vous trouverez également ces documents et d'autres informations concernant la Société sur notre site Internet à l'adresse robexgold.com.

24. ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs impliquent des risques connus et inconnus, des incertitudes ainsi que des hypothèses et, en conséquence, les résultats réels et les événements futurs pourraient différer de façon significative par rapport à ceux anticipés en vertu de ces énoncés prospectifs. Les lecteurs sont avisés qu'ils ne devraient donc pas s'y fier indûment. Ces énoncés prospectifs comprennent des énoncés relatifs à nos attentes quant au prix de l'or, aux objectifs de production, aux échéanciers, aux charges d'exploitation minière, aux dépenses d'investissement et aux estimations des réserves et ressources minérales. Les énoncés prospectifs comprennent des mots et expressions comme « recherche », « croissance », « occasions », « anticipée », « perspectives », « stratégie », « sera mis à contribution », « évaluées », « est prévue », « afin de », « devrait », « cible », « objectif », « avons l'intention », et d'autres expressions semblables. Les facteurs pouvant entraîner une variation importante des résultats et événements futurs par rapport aux attentes exprimées ou découlant implicitement des énoncés prospectifs comprennent notamment la capacité d'atteindre notre objectif de produire entre 38 000 et 42 000 onces d'or à la mine de Nampala en 2018 à un coût comptant total (par once vendue) entre 600 \$ et 650 \$ et un coût de maintien tout inclus (par once vendue) entre 850 \$ et 900 \$, la capacité de maintenir un niveau de charges administratives semblables à celui de l'année 2017, la capacité à réaliser notre priorité stratégique, les fluctuations du prix de l'or, des devises et des coûts d'exploitation, les risques liés à l'industrie minière, l'incertitude liée aux estimations de réserves et de ressources minérales, les délais, la stabilité politique et sociale en Afrique (incluant notre capacité à conserver ou renouveler nos licences et permis), et les autres risques décrits dans les documents de Robex déposés auprès des autorités canadiennes de réglementation en valeurs mobilières. Robex décline toute obligation de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

INFORMATIONS CORPORATIVES

INSCRIPTION BOURSIÈRE

Bourse de croissance TSX
Symbole : RBX

SIÈGE SOCIAL

437 Grande-Allée Est, bureau 100
Québec (Québec)
Canada G1R 2J5
Tél. : (581) 741-7421
Fax : (581) 742-7241
info@robexgold.com

BUREAU AU MALI

Rue 50, porte 901 Badalabougou
B.P. 1939
Bamako, Mali, Afrique
011 223 20 23 24 80
011 223 76 41 20 21
a.kader@robexgold.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président du conseil :

Georges Cohen

Vice-président du conseil :

Richard R. Faucher

Autres membres :

Benjamin Cohen, Christian Marti, Claude Goulet, Julien Cohen, Michel Doyon

COMITÉ D'AUDIT

Président du comité :

Claude Goulet

Autres membres :

Julien Cohen, Michel Doyon

DIRECTION

Président et chef de la direction :

Georges Cohen

Chef de la direction financière

et des opérations :

Augustin Rousselet

AUDITEURS

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
Québec (Québec)

CONSEILLER JURIDIQUE

Norton Rose Fulbright Canada S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Québec (Québec)

PERSONNE QUALIFIÉE (RÈGLEMENT 43-101)

Alain Carrier, géo, M.Sc.

AGENT DE TRANSFERT

Société de fiducie Computershare du Canada, Montréal (Québec)
579 509 566 actions émises et en circulation au 28 novembre 2018

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Augustin Rousselet
Tél. : (581) 741-7421
info@robexgold.com